

Mardi 14 JUIN

MANIFESTATION NATIONALE POUR LE RETRAIT LOI TRAVAIL

Coordination SUPPer, le 13/06/2016

2 raisons de plus de se mobiliser

La loi Travail et la Médecine du Travail

C'est une mise en cause fondamentale de la Médecine du travail qui s'est souvent montrée comme un rempart essentiel et indépendant contre les Risques Psy-Sociaux et les dégradations des conditions de travail.

- Jusqu'à présent, le Médecin du Travail pouvait récolter les témoignages des salariés qui se plaignaient de maltraitance, de harcèlement et transmettre un avis aux RRH et accompagner une demande de consultation chez le médecin traitant. Sans formellement interdire cette écoute, la Loi Travail le renvoie plutôt à un **rôle de contrôle de l'aptitude** du salarié à tenir ou non son poste de travail.
- Le dispositif actuel de "surveillance médicale renforcée" pour certains salariés est redéfini. Il concernait les travailleurs mineurs, les femmes enceintes, les personnes handicapées ou exposées à diverses situations à risque (amiante, rayonnements ionisants, etc.).
Ce dispositif visera désormais le salarié *"affecté à un poste présentant des risques particuliers pour sa santé ou sa sécurité, celles de ses collègues ou de tiers [ce qui est nouveau] évoluant dans l'environnement immédiat de travail"*. Les salariés occupant de tels postes bénéficieraient d'un « suivi médical renforcé » avec, notamment, **"un examen médical d'aptitude"** réalisé, cette fois, **avant l'embauche et renouvelé périodiquement**.
- Selon le texte, en cas d'inaptitude déclarée par le médecin du travail, **l'employeur peut être exonéré de recherche de reclassement**.
Sans obligation de résultat pour un reclassement, il devient possible à ce moment de proposer une **rupture du contrat de travail** : c'est-à-dire le licenciement ...
- Pour les postes ne présentant pas de risques particuliers, la visite médicale d'embauche est transformée en une... **"visite d'information par un professionnel de santé"**, pas forcément un médecin, dans un délai à décider par le Conseil d'Etat, non garanti par la loi.
- Enfin, la durée de congé en cas de maladie ou de handicap d'un proche n'est plus garantie par la loi (aujourd'hui 3 mois minimum).

Ces modifications de la Loi sont également ressenties comme une adaptation à la pénurie actuelle de médecins du travail.

La loi Travail et le licenciement économique

Le texte objectivise les critères de licenciement économique. Les TPE (moins de 11 salariés) pourront y recourir si elles subissent une baisse de chiffre d'affaires pendant plus d'un trimestre (comparé à l'année précédente). Les PME de 11 à 50 salariés devront justifier de deux trimestres consécutifs,

celles de 50 à 300 salariés de trois trimestres consécutifs. Au-delà de 300 salariés, il faudra quatre trimestres de baisse de chiffre d'affaires.

Pour les TPE et PME, cela signifie une plus grande flexibilité et un recours à des emplois précaires plutôt que d'assurer une formation et une évolution à des collaborateurs associés à la vie de l'entreprise.

Les entités de Thales, dont certaines travaillent sur des cycles longs, risquent fort de souffrir de cet effet guillotine de 4 trimestres.

De plus, en cas de transferts d'entreprises, la reprise des contrats de travail peut être partielle, avec licenciement économique de ceux qui ne sont pas repris.

RESULTATS de la VOTATION CITOYENNE

Alors que le gouvernement bloque l'action des députés et refuse tout dialogue, une votation citoyenne a été lancée au niveau national sur la question de la Loi Travail. Elle a été organisée sur le site d'Elancourt par les sections SUPPer et CGT de TSA et de TOSA les 7, 8 et 9 juin. Le décompte des 261 bulletins donne :

- POUR le retrait du projet de la Loi Travail : 199 (77%)
- Pour anonymes * : 9 (3,5%)
- CONTRE le Retrait : 41 (16%)
- Contre Anonymes* : 9 (3,5%)
- Sans réponses : 3

* : bulletins de vote sans nom

Ce résultat correspond globalement aux sondages au niveau national qui ont été publiés il y a quelques temps.

Mardi 14 juin

Manifestation nationale pour le Retrait de la Loi Travail

Parcours : Place d'Italie → Esplanade des Invalides

Départ à 13h : Solidaires île de France en tête de cortège, juste après le cortège des provinciaux